

**La Santé des Femmes en danger**  
Comité de défense de la gynécologie Médicale

siège social : ALBI  
adresse postale : 19, rue des Gobelins 75013 PARIS  
tel/fax: 01 43 36 62 28  
contact pour la presse : 05 63 54 26 07  
cdgm@wanadoo.fr www.ilink.fr/asterise

Paris, le 13 septembre 2000

Madame , Monsieur,

Depuis trois ans, nombre d'entre vous ont apporté leur soutien et manifesté leur sympathie à notre action de défense de la gynécologie médicale.

En octobre, lors de la prochaine rentrée parlementaire, vous allez être appelés à examiner, discuter et voter la loi de financement de la Sécurité Sociale et la loi de modernisation sanitaire.

**Nous vous demandons, en préalable à toute discussion de faire voter un texte qui apportera enfin aux femmes les garanties qu'elles n'ont toujours pas obtenues:**

- le rétablissement et la **pérennisation** de la spécialité de gynécologie médicale sous la forme d'un diplôme universitaire **autonome** et distinct de celui de l'obstétrique,
- le maintien de leur droit de consulter librement et directement, **dans l'avenir** comme aujourd'hui, le gynécologue de leur choix,
- le remboursement par la sécurité sociale, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui de cette consultation directe.

**1.200.000 personnes** se sont mobilisées pour exprimer leur volonté de voir préserver la santé des femmes par cet acquis.

Oui, aujourd'hui, une "formation" en gynécologie médicale semble être rétablie.  
Mais... elle est très fragile car à la merci des rivalités et elle demeure un "pari" sur l'avenir.

Oui, aujourd'hui on peut encore consulter librement son gynécologue .  
Mais... l'avenir semble promis aux filières de soins interdisant l'accès direct aux spécialistes.

Ce problème n'est donc pas résolu et reste toujours d'actualité. Nous vous adressons ce dossier très documenté que nous destinons à l'ensemble des élus . Vous y trouverez les raisons de notre déception et du maintien de notre action.

**Faites nous savoir quelles démarches précises vous comptez entreprendre pour faire aboutir ces revendications afin que nous puissions le porter à la connaissance de la population qui y sera très attentive.**

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de notre considération .

Le comité